



Pour diffusion immédiate
Le 31 mars 2009

Les libéraux demandent au gouvernement d'aider CBC-Radio-Canada

OTTAWA – Les libéraux ont déposé aujourd'hui une motion à la Chambre des communes demandant au gouvernement Harper d'accorder l'avance de fonds nécessaire à CBC-Radio-Canada pour maintenir ses emplois et services au niveau de 2008. C'est ce qu'ont déclaré aujourd'hui le porte-parole libéral chargé du patrimoine, Pablo Rodriguez, et la chef adjointe libérale au Sénat, Claudette Tardif.

« Anéantir CBC-Radio-Canada fait partie du programme idéologique de Stephen Harper depuis plus de dix ans, et son gouvernement et lui utilisent maintenant le prétexte de la crise économique actuelle pour se faire plaisir », a dit M. Rodriguez.

« En accordant à CBC-Radio-Canada l'avance sur financement remboursable qu'elle demandait, car elle n'a jamais demandé d'enveloppe gratuite, le gouvernement aurait pu sauver des emplois et des émissions. Il n'était pas nécessaire de faire des coupures aussi profondes », a-t-il ajouté.

Le 25 mars, CBC-Radio-Canada a dit qu'à cause du manque à gagner prévu de 171 millions de dollars, elle était contrainte de mettre 800 personnes à pied et de réduire considérablement ses services. Cela représente 10 % de sa main d'œuvre, et rompt avec la répartition habituelle du financement fédéral d'un tiers-deux tiers entre le réseau francophone et le réseau anglophone, respectivement.

« À cause de cette rupture avec la tradition, les coupures imposées au réseau francophone représentent près de la moitié du nombre total d'emplois supprimés par le diffuseur », a dit M^{me} Tardif. Les sénateurs libéraux ont d'ailleurs assailli le gouvernement de questions à ce sujet pendant la période des questions au Sénat.

« Le gouvernement ne respecte pas ses engagements envers les communautés francophones hors Québec, a-t-elle ajouté. En réduisant le budget de Radio-Canada, il les prive d'un service essentiel à leur identité culturelle et de l'une de leurs seules sources d'information en français. »

M. Rodriguez soutient que les conservateurs auraient pu prendre des mesures pour limiter les dégâts mais qu'ils ont refusé de le faire. Ils ont aussi refusé un

préfinancement de 125 millions de dollars et ont retardé le débloqué de fonds complémentaires annuels de 60 millions de dollars jusqu'à ce que la société annonce ses coupures.

« Les faits révèlent que les affirmations du gouvernement selon lesquelles il a augmenté les fonds alloués à la CBC Radio-Canada chaque année sont complètement fausses, a-t-il dit. Les conservateurs ont longtemps fait valoir que les subventions à cette société étaient un gaspillage de l'argent des contribuables. Le gouvernement se sert de la crise économique actuelle pour paralyser la CBC-Radio-Canada, comme il l'a toujours voulu.

La sénatrice Tardif a souligné que dans un pays aussi vaste que le Canada, la CBC-Radio-Canada joue un rôle important.

« Le gouvernement actuel semble oublier qu'il y a de nombreuses collectivités rurales isolées qui comptent sur la CBC-Radio-Canada non pas uniquement pour les emplois mais aussi pour l'information. Il est triste de savoir que le gouvernement n'a pas le courage de discuter de l'avenir de CBC-Radio Canada dans le cadre d'un débat ouvert et honnête. Au de cela, les conservateurs évoquent la récession comme alibi pour lancer leur attaque idéologique envers une institution nationale », a-t-elle conclu.



www.enprobation.ca

-30-

Renseignements :

Bureau de Pablo Rodriguez
613-995-0580

Bureau de la Sénatrice Claudette Tardif
613-947-3589